

POLICY SUR JEUNES ET STRATÉGIES DE RÉSILIENCES FACE AUX VIOLENCES AU SÉNÉGAL ET AU BURKINA

CERADD_UGB;

;

© 2021, CERADD_UGB



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence and criminality in West Africa



*L'Excellence au Service
du Développement*



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada



JEUNES ET STRATEGIES DE RESILIENCE A LA VIOLENCE ET A LA CRIMINALITE EN AFRIQUE DE L'OUEST CAS DU BURKINA FASO & SÉNÉGAL

Policy Brief

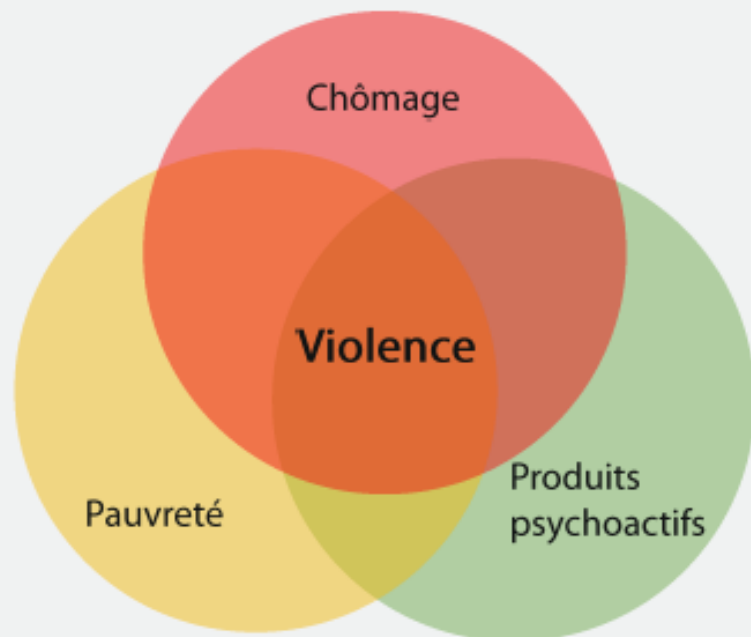
INTRODUCTION

S'intéresser et réfléchir aux liens entre la violence, la résilience et la jeunesse en Afrique est un impératif de développement majeur compte tenu du poids démographique de cette frange de la population et des opportunités qu'elle offre. Il est d'ailleurs établi que les jeunes de moins de 15 ans représentent 43% de la population de l'Afrique occidentale (INED, 2019). Il s'agit là d'un stock de capital humain pouvant aider à capturer le dividende démographique. Cependant, il semble que peu d'attention ait été portée sur les risques engendrés par une grande propension des jeunes à verser dans la violence. Pourtant, usage de la violence devient de plus en plus préoccupant dans les relations interpersonnelles. Ainsi, cette note d'orientation s'inscrit dans la perspective d'une analyse synthétique des rapports entre jeunes, violence et mécanismes de résilience à la violence en Afrique, en partant des cas du Burkina Faso et du Sénégal.



LE PROFIL DES AUTEURS DE VIOLENCES

Chômage des violences est plus accentué au niveau des jeunes ayant entre 20 et 24 ans, soit 41% pour le Burkina et 38% pour le Sénégal. Ces jeunes font partie. Généralement, de la classe sociale la plus vulnérable à la pauvreté et au chômage. Cette situation, en plus de l'absence d'occupation, accroît le recours à la violence chez ces jeunes. De plus, la prise de produits psychoactifs et quelque peu notée au niveau des jeunes (alcool et la drogue, soit 26% et moins de 1% au Burkina et 5% et 3% au Sénégal. D'un autre côté, 7 sur 10 répondants sénégalais affirment ne jamais avoir commis de violence sous l'effet des psychoactifs et 5 sur 10 répondants burkinabé en affirment commettre rarement. Quels sont donc les motifs de ces violences?



LES CAUSES DE LA VIOLENCE

Les motifs de recours à la violence les plus évoqués sont l'absence de travail, le manque de revenus, l'usage des psychoactifs et la démission des parents. Au Sénégal, c'est le manque de revenus qui est la première source de violences chez les jeunes avec une fréquence d'environ 7 cas sur 10, c'est presque le même constat quand il y a absence de travail, négligence ou démission ou bien usage de produits psychoactifs. En revanche, au Burkina Faso, c'est l'absence de travail (55%) qui vient en haut de l'échelle.

Elle est suivie du manque de revenus (45%), de l'usage de produits psychoactifs (37%) et des négligences ou démission des parents (27%). En outre, le non-basculement dans la violence des jeunes est essentiellement dû au tempérament naturel non violent, l'éducation familiale et celle religieuse. Ils affirment aussi être réticents à l'intégration d'un groupe extrémiste qui débouche souvent sur la violence dans la mesure où ces groupes ne défendent aucunement des valeurs religieuses.

RÉSILIENCE FACE À LA VIOLENCE

Les chiffres indiquent une bonne volonté des jeunes dans la lutte contre la violence. En effet, 87% des répondants sénégalais et 58% de burkinabés affirment être dans des mécanismes communautaires pour la lutte contre la violence. Cependant, la plupart des adhérents est inactive dans ces mécanismes, soit près de 9 répondants sur 10. Ainsi, la sensibilisation doit continuer afin d'expliquer non seulement les avantages et le rôle que peut jouer l'adhésion dans la lutte contre les violences des jeunes, mais aussi l'importance d'être actif.

Cette sensibilisation doit particulièrement s'accentuer sur l'éducation dans la famille, car elle constitue le principal motif de non-basculement des jeunes résilients primaires. Au-delà, on se pose la question de savoir quels sont les efforts que les jeunes font pour ne pas retomber dans la violence

Le profil des jeunes résilients

L'abandon de la violence est dû globalement à la religion, le mariage et la sensibilisation communautaire. Pour le Sénégal, en plus de la religion (7%) et du mariage (5%), le fait d'avoir un travail constitue un motif d'abandon de la violence; tandis qu'au Burkina-Faso, c'est plus la religion (42%), la sensibilisation communautaire (10%), le conseil d'un ami (7%) et le mariage (7%) qui constituent les motifs d'abandon. Ainsi, un peu plus de 7 jeunes sur 10 affirment être restés dans le même lieu de résidence après être arrêtés pour actes de violence.

Néanmoins, plus de la moitié de ces jeunes, dans les deux pays, mènent des actions de sensibilisation et d'éducation ou sont impliqués dans des projets communautaires/associatifs afin d'endiguer la violence. Le constat est que les structures communautaires sont une influence assez positive dans 6 sur 10 des cas de rechute dans la violence, soit 54% pour le Sénégal et 68% pour le Burkina-Faso.

Stratégies et facteurs de la résilience des jeunes

Les jeunes auteurs de violence sont généralement en réseaux car ils se connaissent mutuellement. Ceux-ci sombrent dans la violence non pas par absence de structure de prise en charge socioéducative ou autres motifs, mais par manque de travail. Quand ces jeunes résilients, ils mènent, à travers des associations religieuses, des actions de sensibilisation ou d'éducation pour lutter contre la violence. Comparativement aux jeunes Burkinabés, les jeunes Sénégalais sont plus résilients face à la violence. Parmi les facteurs induisant à la violence, on a l'âge et le niveau d'éducation. Il est ressorti que les jeunes ayant entre 20 et 24 ans courent deux fois moins de risque de tomber dans la violence que ceux ayant entre 15 et 20. Mais ces derniers sont plus vulnérables face à la violence car ils sont plus influençables. De même, il est apparu que les femmes courent 2 fois moins de risques que les hommes de sombrer dans la violence, mais une fois dedans, elles s'en extirpent plus difficilement. Des politiques ciblées seront à cet effet nécessaires.

Un autre facteur important, c'est le fait d'être dans la capitale. En effet, les jeunes non-violents risquent plus de tomber dans la violence que ceux des autres villes. Aussi, les jeunes, orphelins de père, courent 3 fois plus de risques de sombrer dans la violence. C'est sans doute parce que l'éducation des enfants en Afrique est assurée par le père. Un autre aspect décisif dans le processus de transition vers la violence, c'est la prise des produits psychoactifs.



Au terme de cette analyse, on retient que les deux pays sont confrontés à tous les types de violences, celles verbales étant plus manifestes. Au Sénégal, elles sont plus importantes, et sont dues surtout à une urbanisation plus poussée qui favorise l'intolérance. Par ailleurs, il apparaît quant à l'échelle des deux pays, les principales raisons qui amènent les jeunes à basculer dans la violence sont, globalement, d'ordre économique, en l'occurrence le manque de travail. L'éducation communautaire, familiale ou religieuse est le principal incitateur à la non-violence, des actions

à ce niveau peuvent être utiles pour prévenir la violence des jeunes. Ainsi, les politiques de lutte contre les violences auraient une portée plus importante si elles sont plus orientées vers les jeunes de moins de 20 ans et vers les jeunes femmes qui une fois dans la violence ont du mal à en sortir. La lutte contre la violence devrait par ailleurs avoir aussi un volet orienté vers les orphelins et les consommateurs des substances psychotiques qui pousseraient à commettre des actes de violence en cas de manque.

Pour plus d'informations consulter www.ceradd.org ou
contacter le Coordonnateur du CERADD par mail à l'adresse
babaly.sall@ugb.edu.sn